



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 1436

Texte de la question

CRISE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

M. le président. La parole est à Mme Martine Billard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Martine Billard. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Tout ça pour ça... Oui, c'est vraiment la première réaction que l'on peut avoir après le discours du Président de la République. Dans ces quarante-cinq minutes de peu d'intérêt, je voudrais relever quelques énormités.

(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)

M. Jean-Claude Lenoir. Vous n'étiez pas là !

M. Bernard Deflesselles. Incroyable !

M. Alain Gest. Grottesque !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie.

M. Jean Glavany. Et l'article 71, monsieur le président ?

Mme Martine Billard. Celle-ci, entre autres : " La crise nous rend plus libres d'imaginer un monde plus libre. " Les milliers de salariés licenciés, les chômeurs et précaires apprécieront ! Ou encore celle-ci : " Les actionnaires méritent rémunération ; les salariés méritent considération. " Que sont devenues les envolées lyriques sur la répartition de la valeur ajoutée ? Ces quelques mots en disent plus qu'un long discours sur la conception de la société et des rapports sociaux voulue par le Président de la République. Ils résument à eux seuls son programme : tout pour les riches ! *(Protestations sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Finies, les grandes déclarations sur le pouvoir d'achat ; il n'y a d'ailleurs pas de coup de pouce pour le SMIC, la seule augmentation se résume à dix centimes de l'heure... Quelle largesse ! Pour la troisième année consécutive, ceux qui perçoivent des bas salaires devront attendre des jours meilleurs pour améliorer leurs fins de mois.

Il est cynique de citer le Conseil national de la Résistance et, dans le même temps, de tordre le coup à toutes les avancées sociales fondamentales qu'il avait permises : retraite, sécurité sociale, droit au travail et au repos, garantie du pouvoir d'achat et sécurité de l'emploi. *(Protestations sur quelques bancs du groupe UMP.)* Lisez le texte du discours, chers collègues de la majorité : nous venons de le recevoir !

Dans ce même discours, le Président a encore répété qu'il fallait produire plus pour consommer plus. Cette vieille recette productiviste me fait pousser un cri d'alarme, et je ne doute pas que M. le ministre de l'écologie l'entendra : pitié pour la planète ! Elle n'en peut plus ! À cet égard, le discours du Président de la République est parfaitement cohérent : exploitation des salariés, exploitation de la planète.

Monsieur le Premier ministre, puisque vous devez réfléchir aux priorités nationales - *dixit* le Président -, allez-vous enfin prendre en compte l'urgence sociale et l'urgence écologique ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

M. Jean-Pierre Brard. M. Harry Potter !

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire*. Vous le savez pertinemment, madame Billard : la France est, comme les autres

pays occidentaux, confrontée à une crise qui dépasse les seuls enjeux financiers : le Président de la République l'a rappelé hier. Cette crise, qui touche à la conception même de notre modèle économique, nécessite la mobilisation de toute la société française et européenne.

Connaissant votre implication sur ces sujets, madame Billard, je suis un peu étonné que vous feigniez d'ignorer que notre Parlement est celui qui a adopté les engagements les plus forts pour l'environnement : je pense notamment au programme d'investissements de plus de 440 milliards d'euros pour assurer la mutation écologique, programme voté dans le cadre de lois budgétaires triennales et de mesures fiscales.

M. Pierre Gosnat. Et le bouclier fiscal ? Qui l'a fait voter ?

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État*. Les plus grands cabinets du monde, tels le *Boston consulting group*, nous classent, dans leurs comparaisons internationales, parmi les pays industriels les plus en pointe pour cette mutation. Que cela vous dérange est une chose, mais, au fond du fond, restez fidèle à vous-même, madame Billard : continuez de soutenir cette mutation, quitte à faire semblant, lors des questions au Gouvernement, de marquer un peu votre différence. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

M. Jacques Desallangre. Ce n'est pas une réponse !

Données clés

Auteur : [Mme Martine Billard](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1436

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 juin 2009